Le Conseil,

Vu le rapport du 6 janvier 1999, par lequel monsieur le président :

A - Expose ce qui suit :

Les services communautaires font appel depuis plusieurs années à la société INSAVALOR SA pour réaliser des études spécifiques dans de nombreux domaines de compétence communautaire tels que la conception de réseau d'assainissement, le traitement des fumées et déchets, les analyses prospectives de quartier, etc.

Ces prestations ont fait l'objet, en 1994, d'un marché multiservices négocié, sans mise en concurrence sous la forme d'un marché à bons de commande.

Il serait intéressant pour la Communauté urbaine de renouveler ce marché, les échanges qu'elle a eus avec INSAVALOR SA ayant été fructueux. Ils ont porté notamment sur :

- le développement du projet "5 S" de synthèse des saisies du sol et sous-sol de voirie permettant une gestion globale du patrimoine urbain (système d'information géographique, cartographie, édition des devis, système qualité),
- la coopération avec les chercheurs de géotechnique pour l'étude des secteurs soumis à des risques de mouvements,
- le développement des projets d'optimisation d'assainissement à partir des logiciels mis au point par le laboratoire d'hydrologie urbaine : projet GESICA de gestion, simulation et conception de l'assainissement et Canoë,
- la recherche pour un recyclage et la valorisation d'asphaltes.

Les nouvelles études pourraient concerner notamment la continuation de la participation du titulaire au projet GESICA (gestion, simulation, conception de l'assainissement), le déploiement du logiciel Canoë d'hydraulique urbaine, la valorisation des recherches dans les domaines des déchets, du suivi environnemental des chantiers, de l'assistance à mission d'expertise préalable à l'engagement d'actions en particulier dans le domaine du développement économique.

Le savoir-faire unique d'INSAVALOR SA ainsi que les investissements tant matériels qu'intellectuels déjà entrepris justifient que la Communauté urbaine ait recours à l'article 104-II -2°- du code des marchés publics.

Ce marché serait conclu pour un an et reconductible quatre fois. L'estimation annuelle de commande est de 1 500 000 F TTC. Il bénéficierait à toutes les délégations. Le marché devant s'exécuter au-delà du 31 décembre 2001, le projet qui vous est soumis comporte des clauses relatives à l'euro.

La commission permanente d'appel d'offres a émis un avis favorable et motivé sur cette procédure le 22 décembre 1998 ;

B - Propose de délibérer comme suit ;

Vu ledit dossier ;

Vu l'article 104-II -2° - du code des marchés publics ;

Vu l'avis favorable et motivé de la commission permanente d'appel d'offres en date des 21 et 22 décembre 1998 ;

Oùï l'avis de ses commissions environnement, propreté, eau et assainissement et finances et programmation ;

DELIBERE

1° - Accepte le dossier qui lui est soumis.

2° - Décide de confier ces études à la société INSAVALOR SA, désignée à la suite d'un marché négocié, conformément aux dispositions de l'article 104-II -2°- du code des marchés publics.

3° - Autorise monsieur le président à signer ce marché et accomplir tous les actes y afférents ainsi que la conversion en euro des éléments financiers du marché initialement établis en francs par la mise en oeuvre d'une clause contractuelle de conversion ou par la signature entre les parties au contrat d'un constat de conversion applicable au plus tard le 1er janvier 2002.

4° - Les dépenses relatives au titre de ce marché pour les différents services communautaires seront payées sur les crédits d'études inscrits ou à inscrire aux budget général et annexes de la Communauté urbaine au titre des exercices 1999 et suivants.

Et ont signé les membres présents,
pour extrait conforme,
le président,
pour le président,